



Sète, le 29 mai 2017

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 22 MAI 2017 A 18 H 30

**Affiché conformément à l'article L. 2121-25  
du Code Général des Collectivités Territoriales**

L'an deux mille dix-sept et le 22 mai, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Sénateur-Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Conception CANDORE-PELIZZA donne pouvoir à Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Gérard NAUDIN donne pouvoir à Jean-Marie TAILLADE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, François LIBERTI donne pouvoir à Sébastien DENAJA, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Christian DALMON, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absentes : Catherine MARAVAL, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné(e) à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Sénateur-Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 13 mars 2017. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Sénateur-Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1 - DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE **Délibération adoptée à l'unanimité.**

Suite à une évolution de la réglementation, le Conseil municipal a décidé d'abroger la délibération du 27 novembre 2015, et de confier à Monsieur le Sénateur-Maire, la charge de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, dans le cadre des paragraphes indiqués ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, en tenant compte dans la mesure du possible de l'augmentation du taux d'inflation, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° (Cf. délibération n° D-2015-189 du 28 septembre 2015) ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré, à une société d'économie mixte, à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, ou à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes catégories de contentieux et devant toutes les juridictions, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation ; cette délégation emporte également la possibilité de se constituer partie civile au nom de la Ville ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10.000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de cinq millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

25° Sans objet

26° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions.

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Le Conseil municipal a également décidé de subdéléguer ces attributions en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint, et en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, au Deuxième Adjoint.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

## **2 - REGIME INDEMNITAIRE DES ELUS**

**Délibération adoptée à l'unanimité des votants par 33 voix Pour - Abstention : 8**

Les fonctions d'élu local sont gratuites mais une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est toutefois prévue, en fonction de la strate démographique de la collectivité et selon un pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique. Par ailleurs, au titre des cumuls de

mandats, un élu ne peut percevoir plus d'une fois et demi le montant de l'indemnité parlementaire, au-delà ses indemnités sont écrêtées.

La commune appartenant à la strate démographique de 20.000 à 49.999 habitants, l'enveloppe financière mensuelle maximale des indemnités est déterminée de la manière suivante :

- l'indemnité du Maire, à raison de 90% de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique,
- ajoutée au produit de 33 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique par le nombre d'adjoints en exercice (15).

Une majoration peut également être octroyée aux motifs suivants :

- commune chef-lieu de canton : + 15% de l'indemnité attribuée aux élus,
- commune classée station touristique : + 25% de l'indemnité attribuée aux élus,
- commune attributaire de la Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale : attribution du montant de l'indemnité correspondant à la strate supérieure.

Aussi, suite à l'actualisation des plafonds et du nouvel indice brut terminal de la fonction publique, le Conseil municipal a approuvé la proposition d'indemnisation de fonction des élus selon les taux suivants :

- Maire : 54,48 % de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique avant majoration, soit 88,38 % de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique après majoration ;
- Adjoints au Maire : 18,27 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique avant majoration, soit 31,67 % de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique après majoration ;
- Conseillers municipaux Délégués : 15,24 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (majoration interdite).

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

## **Arrivée de Mme MARAVAL**

### **PERSONNEL**

#### **3 - AGENTS MIS A DISPOSITION Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a pris acte de la poursuite des mises à disposition suivantes, et des conventions afférentes :

- Madame Roselyne ONORATO, Adjoint administratif principal de 2ème classe, auprès du service Habitat de la CABT à compter du 1er Juillet 2017 et pour 1 an,
- Mesdames Géraldine LANDI, Adjoint Administratif principal de 2ème classe, et Laurence URBERO, Conseiller Supérieur Socio-éducatif, auprès de la CABT à raison de 30% soit 10.5 heures hebdomadaires dans le cadre de la Mutualisation de la Politique de l'habitat et plus particulièrement des cellules relogement, habitat indigne et comité d'accès au logement, avec effet au 1er Août 2017 et pour une durée d'1 an,
- Monsieur Alain BACHELLERIE, Ingénieur en Chef, auprès du service informatique de la CABT, à compter du 1er Août 2017 et pour une durée de 1 an.

Le Conseil a également pris acte d'une nouvelle mise à disposition :

- Monsieur Emmanuel IMPARATO, Adjoint Technique principal de 1ère classe, auprès du service Moyens Généraux de la CABT, avec effet au 1er février 2017, pour une durée de 4 mois soit jusqu'au 1er Juillet.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

### **4 - CONTRAT VILLE 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - MODIFICATIF Délibération adoptée à l'unanimité.**

Par délibération du 13 mars 2017, le conseil municipal a attribué des subventions dans le cadre de l'appel à projet 2017 du contrat de ville.

A la suite de la réunion du comité de pilotage dédié le 23 mars 2017, le Conseil municipal a approuvé les rectifications suivantes :

- Annulation de l'attribution d'une subvention de 500 € à l'association Nouas, pour l'action intitulée « La citoyenneté via numérique », à la suite du retrait des autres partenaires financiers sur ce projet.
- Attribution des subventions suivantes :
  - o 1600 € à l'association Cétavoir pour l'action « Vues de SETE - La France vue d'ici »,
  - o 1600 € à l'association Jazz à Sète pour l'action « Réinventons la musique »,
  - o 1000 € à l'association La Ligue de l'Enseignement pour l'action « Accès aux nouvelles technologies et à la mobilité ».

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

## **ACTION SOCIALE**

### **5 - CENTRE SOCIAL - LIEU ACCUEIL ENFANTS PARENTS 2017 - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé la signature de trois conventions d'objectifs, action de proximité, avec le département de l'Hérault, Agence Départementale de la Solidarité Thau Littoral, au titre de chacun des trois Lieux d'accueil enfants Parents (LAEP) du Centre Social.

Les trois conventions portent sur l'attribution d'une aide financière de 3 000 € sur le Centre Nicolas Gabino, 2 400 € sur le Centre Villefranche et 2 700 € sur l'Espace Froment (soit 8 100 € au final).

Le versement de ces aides conduit la commune à garantir le fonctionnement des LAEP, demander l'accord préalable du Conseil départemental avant tout réajustement, et transmettre des bilans de conduite du projet.

Rapporteur : Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN

### **6 - CENTRE SOCIAL - ANIMATION DE LA SALLE D'ATTENTE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention d'objectifs avec le Conseil Départemental de l'Hérault, par laquelle ce dernier attribue une subvention de 8 700 € pour l'intervention d'une éducatrice de jeunes enfants des services de la Ville, dans la salle d'attente des consultations de la Protection maternelle et infantile de l'île de Thau.

L'intervention, sur un créneau de 5h une fois par semaine, a pour but de soutenir les familles et permettre aux parents d'observer leurs enfants dans des situations nouvelles.

Le coût global de l'intervention a été évalué à 9 625 € pour l'année 2017. Le versement de l'aide conduit la commune à garantir la continuité de l'action sur l'année et s'assurer des qualifications de la professionnelle en question.

Rapporteur : Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN

**7 - CENTRE SOCIAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION SETE A XIII - SEJOUR DE VACANCE A LA SALVETAT-SUR-AGOUT - JUILLET 2017**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

La Ville de Sète a fait de la promotion de la santé, l'un des fils conducteurs de sa politique d'animation globale. Le Centre social s'appuie ainsi, pour partie, sur l'activité physique et la réflexion autour de la nutrition pour son travail sur le « vivre ensemble ».

Dans ce cadre, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention d'objectifs mobilisant une aide de 2500 € en soutien à un projet de l'association Sète à XIII, visant à permettre à 22 jeunes majoritairement issus des deux Quartiers en politique de la ville de partir en séjour à La Salvetat-sur-Agout du 7 au 9 juillet 2017, afin de pratiquer diverses activités sportives et visites culturelles.

L'association mobilisera des éducateurs et des volontaires pour la sensibilisation des publics, l'encadrement et l'accompagnement des enfants.

Rapporteur : Madame Jocelyne VILLA-GIZARDIN

**EDUCATION**

**8 - CARTE SCOLAIRE - PREPARATION RENTREE 2017-2018 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Délibération adoptée à la majorité par 35 voix Pour et 7 voix Contre,**

Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2017-2018, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale a fait connaître les mesures de carte scolaire qu'il a arrêtées, après avis du Comité Technique Spécial Départemental et du Conseil Départemental de l'Education Nationale, réunis le Vendredi 3 mars 2017, à savoir :

- Fermeture du 7<sup>ème</sup> poste de l'école élémentaire Arago,
- Fermeture du 7<sup>ème</sup> poste de l'école maternelle Suzanne Lacore,
- Création d'un poste « plus de maîtres que de classes » à l'école élémentaire Anatole France.

La fermeture du 7<sup>ème</sup> poste de l'école maternelle Suzanne Lacore est due à la baisse des effectifs, sur ce même quartier. Celle concernant l'école ARAGO est liée à la création du restaurant scolaire dans un espace contraint, décidé en concertation avec l'équipe éducative, et répondant à une problématique de sécurité, grâce à l'implantation d'un restaurant sur place permettant d'éviter les déplacements quotidiens en autobus vers un site délocalisé.

Le Conseil municipal a donné son accord sur ces mesures, tout en restant attentif à l'évolution de la situation de l'école maternelle Suzanne Lacore.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

## **9 - ACCUEILS DE LOISIRS PERISCOLAIRES - MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Dans le cadre de l'amélioration du service rendu aux usagers, le Conseil municipal a approuvé le nouveau règlement intérieur des accueils de loisirs périscolaires, intégrant la mise à disposition d'un nouveau site, « l'espace famille », permettant d'effectuer en ligne les démarches administratives et de gérer à distance les activités péri et extrascolaires liées aux services assurés par la Direction de l'Education.

Par ailleurs, afin d'uniformiser les procédures entre ALP et ALSH, la fréquentation des activités ALP sera soumise à une réservation avec paiement.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

## **10 - PROJET EDUCATIF TERRITORIAL - RENOUVELLEMENT**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

En partenariat avec la communauté éducative locale, les services de Préfecture, de la Caisse d'Allocations Familiales et de l'Education Nationale, la commune a mobilisé ses services et a initié des espaces de concertation, de consultation des parents d'élèves et de pilotage, en vue du renouvellement de son PEDT pour la période scolaire 2017/2020, avec pour objectifs :

- l'organisation de la réforme du temps scolaire,
- le maintien de la qualité de services sur les temps périscolaires et extrascolaires,
- la mise en œuvre d'actions concertées entre les différents acteurs de l'espace éducatif.

Le Conseil municipal a approuvé la signature de la convention PEDT afférente permettant en outre à la collectivité de bénéficier des dérogations prévues par les textes et de solliciter les aides au fonctionnement.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

## **11 - RISQUES SUR INTERNET - DISPOSITIF LES PROMENEURS DU NET - CONVENTION AVEC LA CAF**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

En 2016, la CAF, la Mutualité sociale agricole, le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ainsi que le ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, ont lancé sur l'ensemble du territoire national le dispositif intitulé «Promeneur du Net».

Le Conseil municipal a approuvé la signature de la convention afférente prévoyant la conduite de cette expérimentation sur la commune, afin d'ouvrir la possibilité de mise en place par les professionnels du secteur de l'animation et de l'éducation d'une « présence éducative » sur internet pour permettre aux jeunes, à leurs parents ainsi qu'aux professionnels de la jeunesse d'exploiter les voies d'échanges, d'écoute et de partage d'internet tout en informant sur les risques intrinsèques.

La commune détache à cet effet une animatrice diplômée du Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur à raison de 3 heures hebdomadaires. La CAF participe au financement du dispositif à hauteur de 2000 € par promeneur du net.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

## **AFFAIRES CULTURELLES**

### **12 - LES AUTOMN'HALLS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - ASSOCIATION CAFE LITTERAIRE "LIRE, DIRE"**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Depuis plusieurs années l'association CAFE LITTERAIRE « Lire, dire » est bénéficiaire d'une subvention communale afin de développer ses manifestations littéraires, et notamment le festival « AUTOMN'HALLS ».

M. Augustin DI MARTINO ayant démissionné de son poste de président en fin d'année 2016, les membres de l'association ne pouvaient garantir la reconduction de cette manifestation lors de l'attribution des subventions en 2017.

Le festival étant finalement bien prévu fin septembre 2017, le Conseil municipal a décidé d'attribuer à l'association une subvention exceptionnelle de 6 000 €.

Rapporteur : Madame Christelle ESPINASSE

### **13 - SALLE DU MUSEE PAUL VALERY - DENOMINATION SALLE SALAH STETIE**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

M. Salah Stétié, citoyen d'honneur de la commune, est une immense voix de la poésie contemporaine, dont la création se situe au carrefour de plusieurs cultures.

Président d'honneur du Festival *VOIX VIVES, de Méditerranée en Méditerranée*, M. Salah Stétié apporte chaque année son soutien à la réalisation de cet événement.

Afin de lui rendre hommage, le Conseil municipal a décidé de donner le nom de Salah Stétié à la salle du Musée Paul Valéry, dans laquelle sera notamment présentée de manière permanente une sélection significative d'œuvres faisant partie de la donation que Salah Stétié a décidé de consentir en faveur du musée.

Rapporteur : Madame Catherine MARAVAL

### **14 - MUSEE INTERNATIONAL DE L'ART MODESTE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA DRAC**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

La commune et l'association de l'Art Modeste ont un projet de redéploiement du MIAM au sein des chais des Moulins devant permettre :

- de créer un véritable lieu de vie, ouvert sur la Ville et ses habitants,
- d'optimiser la fréquentation, et le rayonnement national et international du musée,
- de valoriser un patrimoine bâti rénové à l'entrée Est de la Ville de nature à impulser le nouveau quartier appelé à s'y développer.

Dans cet objectif, la Ville a recruté une chargée de mission pour une durée de 4 mois, du 1<sup>er</sup> mai au 31 août, pour un coût global estimé à 29 241,08 euros.

La Direction régionale des affaires culturelles ayant fait part de son vif intérêt pour ce projet, le Conseil municipal a décidé de solliciter une subvention à hauteur de 50% du coût de la mission d'étude.

Rapporteur : Madame Catherine MARAVAL



**15 - MUSEE INTERNATIONAL DE L'ART MODESTE - CONVENTION DE PARTENARIAT A SIGNER AVEC L'ASSOCIATION DES ARTS MODESTES - RENOUVELLEMENT**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

La commune soutient depuis 1999 l'Association des Arts Modestes, qu'elle considère comme un acteur majeur dans la vie culturelle de la cité.

Sur proposition de l'Association, la Ville a créé en 2000, le Musée International des Arts Modestes (MIAM), situé au 23, quai Maréchal de Lattre de Tassigny, et a décidé :

- de confier la politique artistique, culturelle et de médiation du musée à l'Association.
- d'héberger le siège social et les bureaux de l'Association dans le bâtiment du MIAM.

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention permettant le renouvellement de ce partenariat.

Rapporteur : Madame Catherine MARAVAL

**INTERCOMMUNALITE**

**16 - TRANSFERT DE LA COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE EN MATIERE D'ACTIONS NOUVELLES AU TITRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE POUR SUSCITER L'INTERFACE RECHERCHE-ENTREPRISE**

**Délibération adoptée à la majorité par 38 voix Pour et 2 voix Contre, Abstention : 2,**

Pour favoriser les investissements des entreprises dans la recherche et l'innovation sur le territoire de la communauté d'agglomération du Bassin de Thau, le projet dénommé CELIMER, en partenariat étroit avec l'IRD, l'IFREMER et l'Université de Montpellier, propose d'élaborer une plateforme collaborative innovante dans le domaine des sciences marines ouvert sur la société civile et les entreprises. Ce projet permettrait également d'offrir des enseignements et des formations de qualité sur le domaine littoral et marin, en innovant avec la création d'un Master « Mundus » ouvert aux français et aux étrangers sur le thème de la « biodiversité marine, exploitation et conservation ».

La mise en œuvre de ce projet est associée à un projet immobilier sur Sète, se traduisant par la création d'une plateforme collaborative innovante comprenant des espaces d'accueil pour des entreprises privées et des laboratoires, sur une surface de plancher de 1 153 m².

Ce projet s'inscrivant dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020, et du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, lui-même articulé avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, la Communauté d'agglomération du Bassin de Thau sollicite, par délibération du 26 janvier 2017, de la part de ses communes membres, le transfert de la compétence supplémentaire « des actions nouvelles au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche, afin, notamment, de participer à la définition des orientations en matière d'enseignement supérieur et de recherche, en particulier au niveau des contrats de plan, pour susciter l'interface recherche – entreprise, en relation avec l'Université et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, et pour réaliser la construction, par maîtrise d'ouvrage déléguée, de bâtiments universitaires, et pour mettre à disposition des moyens définis avec les différents partenaires ».

Le Conseil municipal a approuvé ce transfert.

Rapporteur : Monsieur Antoine DE RINALDO

## **DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

- 17 - SERVICES PUBLICS DELEGUES - CASINO DE SETE - EXPLOITATION DES JEUX - CAHIER DES CHARGES PASSE AVEC LA SOCIETE SETE LOISIRS - UTILISATION DU SOLDE DU COMPTE 471**

**Délibération adoptée à la majorité par 34 voix Pour et 8 voix Contre,**

Le cahier des charges du 5 octobre 1993 modifié, passé avec la Société « SETE LOISIRS », pour l'exploitation des jeux au casino de Sète, prévoyait l'inscription de recettes supplémentaires au Compte 471 « Prélèvement à employer », afin de financer des travaux d'investissement destinés à l'amélioration de l'équipement du casino et de ses abords en vue d'en augmenter le pouvoir attractif.

Par courrier du 28 décembre 2016, le directeur du Casino a souhaité utiliser définitivement le solde de ce compte, s'élevant à 62 293,76€, aux travaux de remplacement du bar et de la moquette, ce sur quoi le Conseil municipal a donné son accord.

Rapporteur : Monsieur Sébastien PACULL

## **JURIDIQUE**

- 18 - PROVISIONS 2017 POUR LITIGES ET CONTENTIEUX - FINANCEMENT**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

L'Instruction budgétaire et comptable M14 prévoit un provisionnement obligatoire à hauteur du risque réellement encouru dans le cadre des litiges et contentieux dès la première instance.

Par délibération du 30 janvier 2015, le Conseil municipal a prononcé la résiliation de la convention de concession des parkings et de gestion du stationnement payant, pour motif d'intérêt général, avec effet au 31 décembre 2015.

Par courrier du 18 février 2016, la société INDIGO INFRA C.G.S.T a sollicité le versement de la somme de 6 211 993,47 euros en réparation des préjudices qu'elle estime avoir subi du fait de cette résiliation, ainsi que l'application de l'article 43 de ladite concession, correspondant à 3 283 307 € de capital restant dû parkings et voirie, outre l'indexation de ces sommes.

La société demande également l'application de l'article 5 de l'avenant n°1 du 1<sup>er</sup> août 2000, soit 457 347,06 € (hors indexation).

La société ayant saisi le Tribunal Administratif, suite au refus de la commune d'accéder à ses prétentions, le Conseil municipal a décidé de constituer une provision de 3 283 307 €, correspondant au capital restant dû sur les parkings et la voirie.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER

## **URBANISME**

- 19 - ACQUISITION EN VEFA DE 25 LOGEMENTS SOCIAUX - OPERATION LADY MARY SISE BOULEVARD CAMILLE BLANC A SETE - CONVENTION D'OBJECTIFS A SIGNER AVEC THAU HABITAT SETE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU**

**Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, MM ANFOSSO et FERRARA ne participent pas au débat et au vote.**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil Municipal a approuvé la signature d'une convention d'objectifs avec la CABT et Thau Habitat Sète, pour l'acquisition en VEFA de 25 logements locatifs sociaux, opération « Lady Mary », sise boulevard Camille Blanc à Sète.

La CABT apporte son concours financier pour un montant de 199 000 € (montant forfaitaire de 7000 € par logement conventionné « Prêt Locatif à Usage Social » et 10000 € par logement conventionné « Prêt Locatif Aidé d'Intégration »).

Thau Habitat Sète s'engage notamment à réaliser 17 logements (2 T2, 9 T3, 6 T4) financés par un prêt PLUS, 8 logements (5 T2, 3 T3) financés par un prêt PLAI, et à associer la ville de Sète et Thau agglo de la définition des programmes à la livraison des logements.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

## **EAU**

- 20 - SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION PUBLIQUE D'EAU POTABLE - CONVENTION AVEC LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL) est propriétaire d'une canalisation d'adduction d'eau potable Ø 600 fonte, traversant la parcelle BT 252 au lieu-dit "Salins de Villeroy" sur 18 ml environ, qui alimente la Ville de Sète en complément de ressources et en secours.

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention pour l'instauration d'une servitude de passage de canalisation publique d'eau potable en terrains privés, en vue de publier cette servitude au service de la Publicité Foncière.

Le Bureau d'Etudes EURYECE, Groupe MERLIN, est mandaté par le SBL pour finaliser la procédure.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

## **SERVICES TECHNIQUES**

- 21 - CANALISATION DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL ABANDONNEE RUE GAMBETTA - CONVENTION AVEC GRDF**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention de remise par GRDF d'une canalisation de distribution de gaz abandonnée de 149 mètres, située rue Gambetta, qui, après avoir été dégazée, pourra être utilisée en tant que fourreau, notamment lors des opérations de déploiement de la fibre optique municipale.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 22 - PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET MISSIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE - CONVENTION AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU BASSIN DE THAU**  
**Délibération adoptée à la majorité par 32 voix Pour et 8 voix Contre, Abstention : 2,**

Les services de la commune, et notamment les services techniques, sont appelés à intervenir, à titre gratuit, en tant que conseil et assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte de la Société Publique Locale du Bassin de Thau (SPLBT).

Afin de fixer le périmètre et les conditions d'exécution de ces interventions, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention d'accord cadre.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

**23 - REHABILITATION DE LA RUE CHAVASSE - CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE THAU**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, ayant pour objet la réalisation de travaux de rénovation des réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales de la rue Chavasse (mais aussi la partie basse de la rue Prévost d'Augier, une portion du boulevard de Verdun, et rue du Docteur Roux), dont l'agglomération a la compétence depuis le 1er janvier 2017.

La CabT assurera à titre gratuit les fonctions de coordonnateur du groupement et procèdera, en concertation avec la commune, de la totalité des opérations de sélection des titulaires.

La consultation sera organisée sous la forme d'un marché à procédure adaptée, le montant maximum d'engagement hors taxes pour chaque membre du groupement étant réparti comme suit :

		<b>Commune de Sète</b>		<b>Thau Agglomération</b>	
		<i>Budget général</i>	<i>Budget annexe AEP</i>	<i>Budget général</i>	<i>Budget annexe EU</i>
<i>Procédure adaptée pour le choix du Coordonnateur C.S.P.S.</i>					
		4 000 €		2 000 €	
<i>Procédure adaptée pour le choix des sociétés de Travaux</i>					
Lot n°1 - Réseaux humides	Tranche ferme		105 000 €	35 000 €	120 000 €
	Tranche optionnelle 1		60 000 €	15 000 €	111 000 €
	Tranche optionnelle 2		60 000 €	15 000 €	90 000 €
	Tranche optionnelle 3				
Lot n°2 - Réhabilitation réseaux sans tranchée	Tranche ferme				55 000 €
	Tranche optionnelle 1				
	Tranche optionnelle 2				
	Tranche optionnelle 3				45 000 €
Lot n°2 - Réseaux secs	Tranche ferme	145 000 €			
	Tranche optionnelle 1	45 000 €			
	Tranche optionnelle 2	15 000 €			
	Tranche optionnelle 3				
Lot n°3 - Voirie	Tranche ferme	200 000 €			
	Tranche optionnelle 1	75 000 €			
	Tranche optionnelle 2	50 000 €			
	Tranche optionnelle 3				
Soit un cout total d'opération réparti comme suit : TOTAL H.T. :		530 000 €	225 000 €	65 000 €	421 000 €

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

**SPORTS**

**24 - DEVELOPPEMENT DE LA VOILE ET DU NAUTISME - CONTRAT A PASSER AVEC LA SOCIETE "PARTNER TALENT" - AUTORISATION DE RECETTES**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Dans le cadre du développement de la voile et du nautisme, et souhaitant mettre en valeur et élargir la fréquentation des bases nautiques, la commune a signé 2013 un

contrat de mandat avec la société PARTNER TALENT, propriétaire de la plateforme AWOO, en relation avec de nombreux annonceurs publicitaires répartis sur l'ensemble du territoire. Ce contrat est arrivé à échéance le 25 avril 2017.

Considérant le succès de ce partenariat, le Conseil municipal a approuvé la signature d'un nouveau contrat prévoyant que la commune règle pour l'année, auprès de PARTNER TALENT, un forfait d'un montant de 1440 euros pour les ventes réalisées en ligne, et éventuellement une commission de 6 à 10% pour les ventes réalisées sur un site distributeur de PARTNER TALENT.

Rapporteur : Monsieur Romain FERRARA

**25 - POLE D'ACTIVITES NAUTIQUES - DEVELOPPEMENT DE LA VOILE ET DU NAUTISME - CREATION D'UNE BASE NAUTIQUE SAISONNIERE AU CASTELLAS**

**Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, M. FERRARA ne participe pas au débat et au vote.**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Le Conseil municipal a approuvé la création de la Base Nautique annexe du Castellàs, ainsi que la signature d'une convention avec la société Tohapi pour l'installation d'un pôle d'activités nautiques (voile, jet-ski, paddle).

Le projet prévoit d'implanter cette base nautique sur la ZAM n°18 située plage du Lido à proximité du camping « Le Castellàs », sur une surface de 50m², constituée de 4 modules abritant un accueil intégré, deux vestiaires, et des locaux de rangement pour le matériel. Sont également prévus la mise en place d'un nouveau chenal modifiant le plan de balisage de la commune, la présence de 4 agents saisonniers, et le redéploiement du matériel des bases nautiques MIALLE MUNOZ et Françoise PASCAL.

Rapporteur : Monsieur Gérard CASTAN

**26 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - CONVENTION AVEC LE RUGBY CLUB DE SETE**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Afin de manifester son soutien au dynamisme et à l'ambition sportive du Rugby Club de Sète, et l'aider à préparer la prochaine saison dans la division supérieure, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention d'objectifs ayant pour objet l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 25 000 € à cette association.

Rapporteur : Monsieur Gérard CASTAN

**Départ de Monsieur DENAJA.**

**GESTION DU PATRIMOINE**

**27 - PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE CADASTREE BI 383**

**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Mme Nathalie CHAPPET a sollicité la commune en vue d'acquérir une emprise de 835 m² sur la parcelle cadastrée section BI n°383 rue des Fauvettes, afin d'y transférer la pharmacie du Barrou dans le souci de rendre un meilleur service aux habitants du quartier et de développer sa clientèle.

Ce morceau de parcelle appartient au domaine public routier communal (parc public de stationnement aménagé), et est affecté à l'usage direct du public. Il accueille un arrêt de bus et est utilisé par les piétons et usagers du complexe sportif du Barrou.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal a décidé la désaffectation de ce bien, et a autorisé Monsieur le Sénateur-Maire à procéder aux formalités nécessaires au lancement d'enquête publique, préalable au déclassement.

La reconstruction du trottoir de la rue des Fauvettes au droit de la parcelle déclassée sera à la charge de Mme CHAPPET, qui accordera également les servitudes de passage nécessaires.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 28 - CESSION D'UN DELAISSE AU DROIT DE LA PARCELLE BL 582 AU PROFIT DE ELODIE ET LEA DE CRESCENZO - LOTISSEMENT LES REFLETS DE SETE**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Mesdemoiselles Elodie et Léa DE CRESCENZO ayant sollicité l'acquisition d'un délaissé de voirie d'une superficie de 36 m<sup>2</sup> attenant à leur propriété cadastrée BL 582 au 1 rue des Reflets, le Conseil municipal en a décidé le déclassement et la cession à Mme Marie-Françoise MARCHAL au prix de 4320 €, étant entendu que la cession n'interviendra que postérieurement à la date à laquelle la présente délibération sera devenue exécutoire.

Préalablement, le Conseil avait relevé que ce bien ne fait l'objet d'aucune affectation à l'usage du public ou à un service public, et que sa cession ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation d'une voie communale.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 29 - ACQUISITION ET INCORPORATION AU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA PARCELLE BL 381 RUE ETIENNE LENOIR APPARTENANT A L'INDIVISION GAFFINEL**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Afin de permettre la rénovation de la rue Etienne Lenoir, servant à la desserte du quartier des Métairies, le Conseil municipal a décidé l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de cette rue correspondant à la parcelle BL 381, d'une superficie de 459m<sup>2</sup>, ce sur quoi le propriétaire, l'indivision GAFFINEL, a exprimé son accord le 10 janvier 2017

Pour les besoins de la publicité foncière, le bien a été estimé à 459 €.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

- 30 - ACQUISITION ET INCORPORATION AU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA PARCELLE AZ 263 SITUEE RUE FERDINAND THEULE ET APPARTENANT AUX DIFFERENTS PROPRIETAIRES INDIVIS**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

L'Association Syndicale Libre du lotissement « La Caraussane » a sollicité l'acquisition par la commune d'une parcelle correspondant à la rue Ferdinand Theule, cadastrée AZ 263 de 1308 m<sup>2</sup>, en vue de son incorporation dans le Domaine Public Communal.

Compte tenu de l'intérêt communal suffisant présenté par cette parcelle le Conseil municipal a approuvé cette acquisition à l'euro symbolique.

Pour les besoins de la publicité foncière et s'agissant d'un transfert de charges pour la collectivité, ce bien a été estimé à 1 308 €.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

#### **Retour de Monsieur DENAJA.**

- 31 - ACQUISITION D'UNE PARCELLE CADASTREE BM 225 A ISSANKA APPARTENANT A MONSIEUR FRANCK PASTRE**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Une convention tripartite a été conclue le 12 mars 2004 entre la commune, Véolia et M. Irénée PASTRE, propriétaire d'une parcelle cadastrée BM 225 à Issanka, ayant pour objet l'établissement d'une servitude de passage pour une canalisation publique d'eau potable enterrée sur la propriété. Les contreparties en faveur du fonds servant constituaient notamment en la gratuité de l'eau et de l'assainissement sur un volume forfaitaire de 300 m<sup>3</sup>/an.

Après accord du nouveau propriétaire, M. Franck PASTRE, le Conseil municipal a décidé l'acquisition de cette parcelle de 412 m<sup>2</sup> au prix de 4 387 € (387 € de foncier + 4000 euros d'indemnité compensatoire pour rupture de la convention initiale).

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

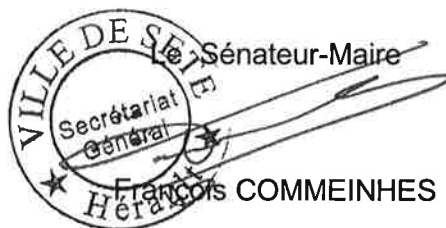
- 32 - INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UNE PARTIE DE VOIRIE DE LA ROUTE DE CAYENNE AINSI QUE LA VOIRIE ATTENANTE A L'ÎLOT RIQUET APPARTENANT AU DOMAINE PUBLIC DE L'ÉTAT**  
**Délibération adoptée à l'unanimité.**

Dans le cadre de la requalification de l'entrée Est, le Conseil municipal a décidé l'acquisition, à l'euro symbolique, de la voie dénommée « Route de Cayenne » (partie située de la gare ferroviaire jusqu'à la parcelle AI n°367), ainsi que de la voirie attenante à l'îlot Riquet au sud du bassin du Midi, correspondant aux lots c, d et e du plan de division établi par géomètre expert pour une superficie totale de 12 848 m<sup>2</sup>.

Ce foncier appartenant au domaine public de l'Etat, aucun déclassement préalable n'est nécessaire s'agissant de cessions de propriétés relevant du domaine public entre personnes publiques.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

La séance est levée à 20h05.



**LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.**